

CAGNES

en commun



GÉNÉRATIONS
le mouvement

Les 20 et 27 juin 2021,
votez pour des
conseillers
départementaux
solidaires, féministes & écologistes



**Aide sociale, petite
enfance et solidarité**

S'engager pour la
jeunesse

Accompagner et protéger les
mineurs isolés

Améliorer la prise en charge des
personnes âgées et dépendantes

Transports

Aller vers la gratuité des
transports en commun

Développer et harmoniser le réseau
cyclable sur l'ensemble du département

Augmenter les capacités
d'accueil et de prise en
charge de la petite enfance

Droits des femmes

Égalité professionnelle

Logements d'accueil d'urgence

Écologie

Protéger les forêts et
les mers

Reconstruire les vallées

Protéger les terres agricoles

Sport et culture

Plan d'investissement dans les
infrastructures des collèges

Ce que
pourrait
réaliser
notre
département

Élections départementales des 20 et 27 Juin 2021 : canton Cagnes 1

POURQUOI LE DÉPARTEMENT EST ESSENTIEL



Christine Tordo

est employée à la retraite et engagée dans l'aide et l'accueil aux mineurs isolés



Cédric Garoyan

est enseignant en Lycée Professionnel et comédien. Communiste, il a conduit la liste *Cagnes en commun* en 2020.



Muriel De Maïo

est employée de l'ARS et militante associative pour la vie sociale et la solidarité.



Abdelkarim Akrou

est indépendant, conducteur de VTC. Membre du Parti Socialiste.

Le département n'est pas qu'une division administrative. C'est un relai essentiel des politiques qui font de notre république une république sociale. C'est aussi l'un des principaux moyens de mise en œuvre des politiques écologiques dont le 21^{ème} siècle a besoin. Les départements gèrent l'action sociale (petite enfance, personnes âgées la vie associative, le logement, la culture, le développement économique les collèges et les voiries départementales. Dans tous ces domaines, nous proposons de mettre en œuvre une grande politique de progrès social et écologique.

- la tempête Alex, qui a ravagé nos vallées en Octobre 2020, le montre bien : le réchauffement climatique rend plus intenses et plus fréquents les épisodes météorologiques extrêmes sur notre département, bordé de la méditerranée qui s'évapore plus vite que les autres mers.

Cela impose, comme mesure majeure, de **cesser d'imperméabiliser les sols et leur restituer leur capacité à retenir les eaux** :

→ préserver et restaurer le maximum de surface agricole, ce qui conduit à faciliter l'accès à une **alimentation saine et de proximité** ;

→ **protéger nos forêts et en faire le modèle d'une préservation et d'une exploitation économique saine** à l'heure où la France voit les appétits financiers accaparer ses richesses en bois, et notamment en chêne, et où nos capacités industrielles de traitement de la matière première s'effondrent.

→ **reconstruire nos vallées**, et leur redonner une viabilité économique pour que les gens puissent y vivre et y travailler. Pour y parvenir, nous proposons de développer toutes les aides possibles au **maintien et au développement d'une activité agricole** et de la capacité d'exploitation raisonnée des richesses qui s'y trouvent, comme la filière du bois.

- Développer une **alternative au sur-tourisme** dans notre département. Cette trop grande dépendance à l'économie touristique fragilise les principales filières d'emploi : nous l'avons vu dans l'année écoulée. Elle contribue également à renchérir le coût de l'immobilier.
- Pour faire face à l'extrême précarité vécue par les jeunes, nous **proposons d'instaurer un Revenu de Solidarité Active pour les 18-25 ans**. Cette précarité étant déterminée tôt dans l'existence, il faut une tout autre ambition pour les collèges ; non seulement en construisant et réhabilitant, ce qui est la compétence du département, mais aussi en exigeant de l'État les postes nécessaires et notamment dans le personnel médico-social.
- Nous continuons et nous continuerons de nous battre pour atteindre le taux légal de logements sociaux qui est de 25 %.
- La période qui vient de s'écouler a rendue visible la **violence dont les femmes sont l'objet** dans notre société. Principales concernées des métiers de « première ligne », elles sont aussi celles qui subissent les premières la recrudescence des violences. Cette situation s'enracine dans les inégalités du quotidien qu'entretient une société patriarcale où, parce que les femmes sont mal traitées au niveau professionnel, elles le sont aussi dans la société en général. **Créer des logements d'accueil d'urgence, aider les associations qui viennent en aide aux femmes victimes de violence et pratiquent la prévention ; contribuer à la formation des professionnels qui recueillent la parole des femmes victimes de violence. Créer un observatoire de l'égalité femme-homme.**
- enfin, il appartient au département de garantir une prise en charge des mineurs isolés, leur assurant respect de leur dignité et possibilité de développement de leur personne.